

La Commission d'enquête :

dossier n° E 180031

Mme Marie-France GRANVILLE, Présidente
M. Jean-Jacques TREMEL, Membre
M. Hervé NICOL, Membre

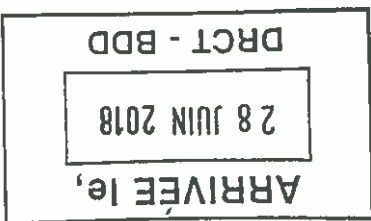
ENQUÊTE PUBLIQUE CONJOINTE SUR LE PROJET DE :

- désinscription de sites dans les communes de KERBORS, LANMODEZ, LEZARDRIEUX, MINIHY-TREGUIER, PAIMPOL, PENVENAN, PLEUBIAN, PLEUDANIEL, PLOEZAL, PLOUBAZLANEC, PLOUGRESCANT, PLOUGUIEL, PLOURIVO, PONTRIEUX, TREDARZEC et TREGUIER,
- de l'inscription d'un site sur la commune de POMMERIT-JAUDY.

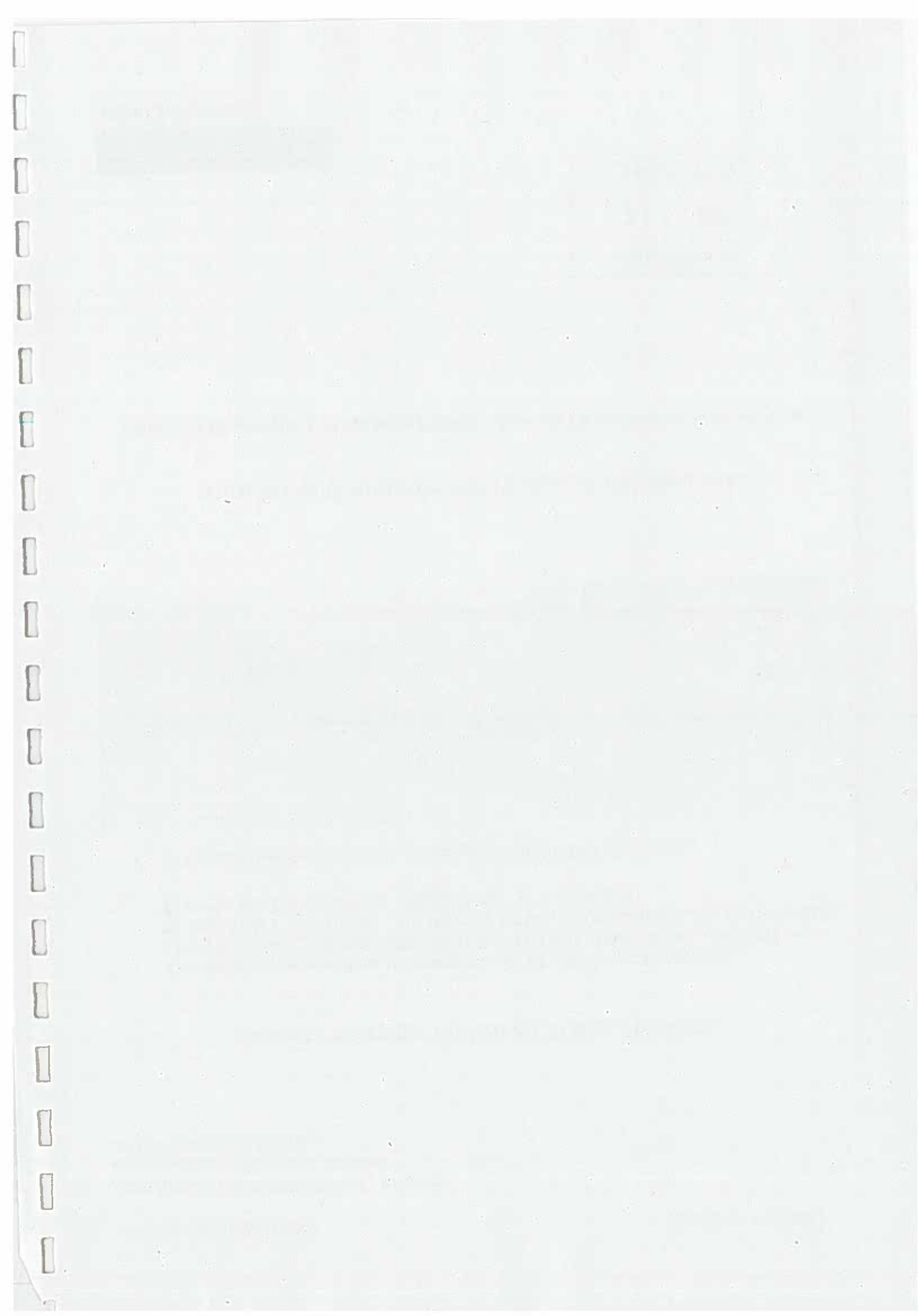
LES ESTUAIRES DU TRIEUX ET DU JAUDY

ENQUÊTE PUBLIQUE CONJOINTE du 24 avril au 30 mai 2018

PRESCRITE par ARRÊTE de M. le PRÉFET des CÔTES D'ARMOR du 16 mars 2018



CONCLUSIONS



ENQUÊTE PUBLIQUE CONJOINTE sur le projet de désinscription/inscription de sites dans les estuaires du Trioux et du Jaudy.

SOMMAIRE des CONCLUSIONS de la COMMISSION D'ENQUÊTE :

1 - DEROULEMENT de l'ENQUÊTE

1.1 - Affichage et publicité

1.2 - Visite des lieux

1.3 - Réunions de la Commission d'enquête

1.4 - Permanences

page 2
2
3
3

2 - SYNTHÈSE des OBSERVATIONS

3 et 4

3 - MÉMOIRE en RÉPONSE du MAÎTRE D'OUVRAGE

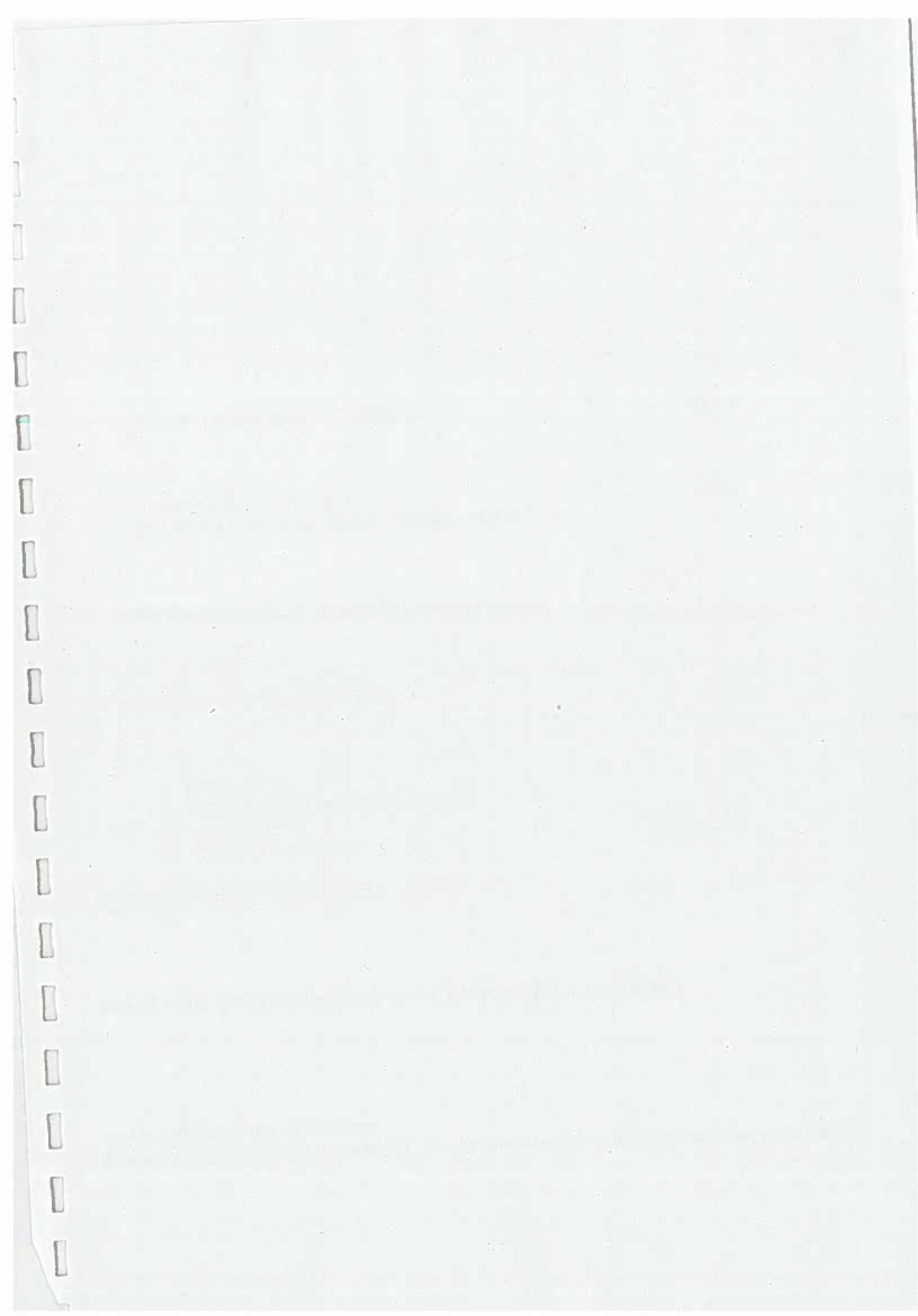
4

4 - ANALYSE des OBSERVATIONS et APPRÉCIATION de la COMMISSION D'ENQUÊTE

4 à 15

5 - AVIS de la COMMISSION D'ENQUÊTE

15 à 18



CONCLUSIONS de la COMMISSION D'ENQUÊTE

Dossier n° 180031

Comme indiqué dans le rapport qui précède, c'est par arrêté du 16 mars 2018 que M. le Préfet des Côtes d'Armor a prescrit l'ouverture d'une enquête conjointe, en application des dispositions du Code de l'Environnement, sur le projet de :

- désinscription de sites dans les communes de Kerbors, Lannodez, Lézardrieux, Minihy-Tréguier, Paimpol, Penvenan, Pleubian, Pleudaniel, Ploëzal, Ploubazlanec, Plougrescant, Plouguiel, Plourivo, Pontrieux, Trédarzec et Tréguier,
- de l'inscription d'un site sur la commune de Pomerit-Jaudy.

Cette enquête a été prescrite pour une durée de 37 jours, du 24 avril au 30 mai 2018 inclus, dans les mairies concernées.

Par décision du 27 février 2018, M. le Président du Tribunal Administratif de RENNES a désigné la commission d'enquête ainsi qu'il suit :

• Présidente :

Mme Marie-France GRANVILLE

• Membres titulaires :

M. Jean-Jacques TREMEL

M. Hervé NICOL

1° - DEROULEMENT de l'ENQUÊTE :

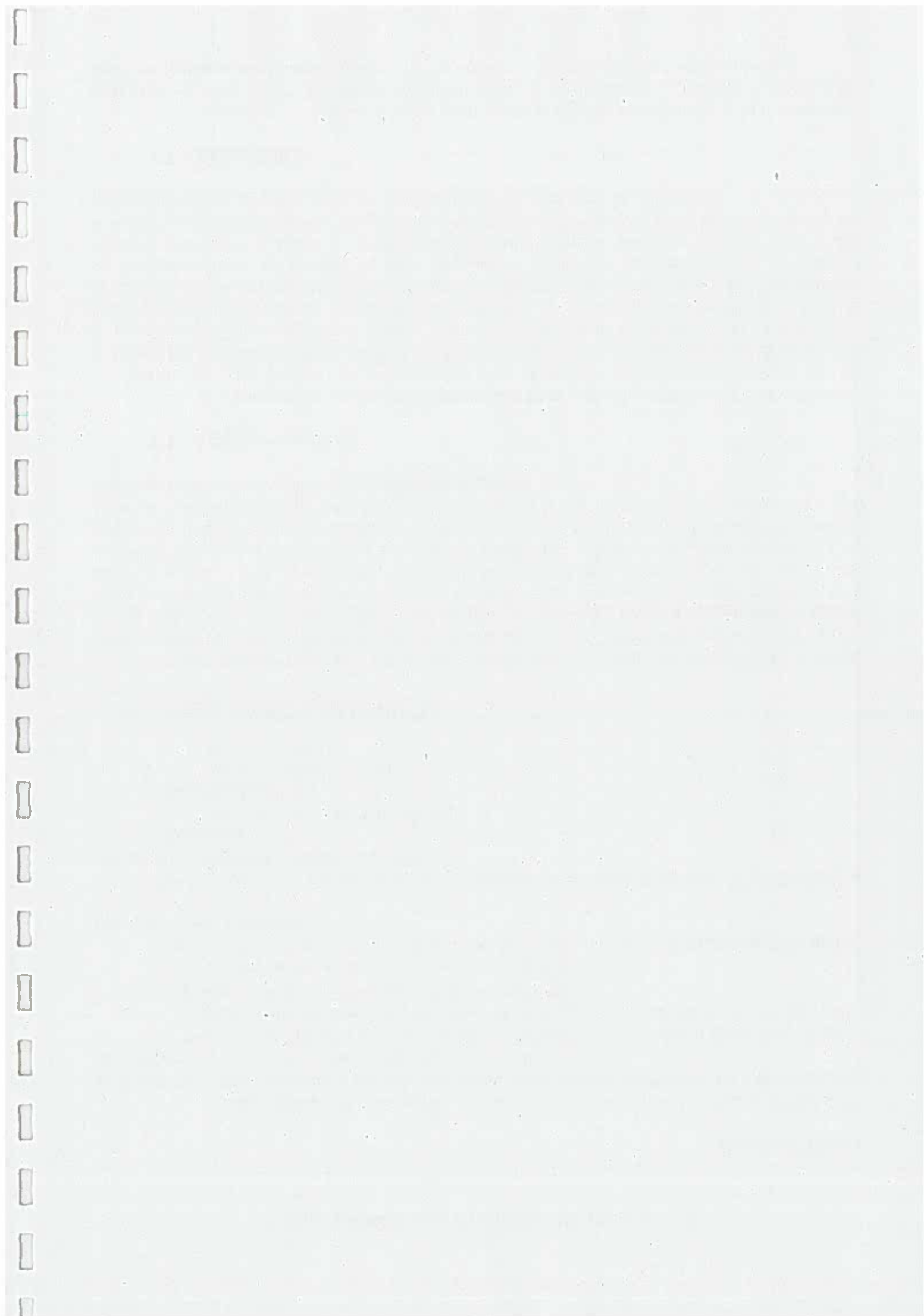
Comme indiqué ci-dessus, l'objet de l'enquête publique conjointe concerne le projet de désinscription de sites et d'inscription de sites sur les estuaires du TRIEUX et du JAUDY. Par arrêté du 16 mars 2018, M. le Préfet des Côtes d'Armor a soumis ce projet à une enquête publique conjointe en application des dispositions du Code de l'Environnement. L'enquête publique s'est tenue du mardi 24 avril au mercredi 30 mai 2018 dans les mairies des communes concernées, citées ci-dessus, aux heures d'ouverture des mairies au public. Par ailleurs, l'avis d'enquête ainsi que le dossier du projet étaient consultables à la Préfecture des Côtes d'Armor, à la Sous-Préfecture de Lannion, à la Sous-Préfecture de Guingamp ainsi que sur le site internet de la Préfecture des Côtes d'Armor à l'adresse suivante : www.cotes-darmor.gouv.fr.

1.1 – Affichage et publicité :

La commission d'enquête a constaté que l'arrêté de M. le Préfet des Côtes d'Armor, en date du 16 mars 2018, a été appliqué dans son intégralité : affichage sur les lieux du site concerné par l'enquête publique conjointe de l'avis d'enquête, du 9 avril au 30 mai 2018 inclus, par la pose d'une affiche visible de la route et conforme aux dispositions de l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête mentionné à l'article R.123-11 du code de l'environnement et donnant les informations visées à l'article R.123-9 du code de l'environnement. L'affichage de l'avis d'enquête a également été effectué dans les mairies concernées et citées ci-dessus. L'avis d'enquête a été publié dans les journaux « Ouest-France » des 4 avril et 26 avril 2018 et « le Télégramme » des 4 avril et 25 avril 2018. Un avis et les pièces du dossier étaient consultables sur le site internet de la Préfecture des Côtes d'Armor.

1.2 – Visite des lieux :

Les 16 et 17 avril 2018, après avoir étudié le dossier, les membres de la Commission d'enquête ont visité les zones à désinscrire ou à inscrire sur les différentes communes. La visite a été faite par chaque commissaire-enquêteur sur la commune où il devait assurer une permanence.



1.3 – Réunions de la commission d'enquête :

Le 8 mars 2018, la commission d'enquête s'est réunie à la Sous-Préfecture de Lannion pour rencontrer Mme LE PAGE, Direction Régionale de l'Aménagement et du Logement de Bretagne (DREAL), représentant le Maître d'Ouvrage, qui leur a présenté le projet, objet de l'enquête, et leur a donné toutes explications nécessaires pour une bonne compréhension de celui-ci. La commission d'enquête a reçu toutes informations qui lui paraissaient utiles concernant le projet soumis à l'enquête.

Le 19 avril 2018, la commission d'enquête s'est à nouveau réunie à la Sous-Préfecture de Lannion pour parapher les dossiers et les registres à déposer dans les mairies concernées.

Le 31 mai 2018, après avoir récupéré les dossiers d'enquête dans les mairies où ils avaient siégé, les membres de la commission d'enquête se sont à nouveau réunis à la Sous-Préfecture de Lannion où la Présidente de la commission d'enquête a procédé à la clôture de tous les registres d'enquête.

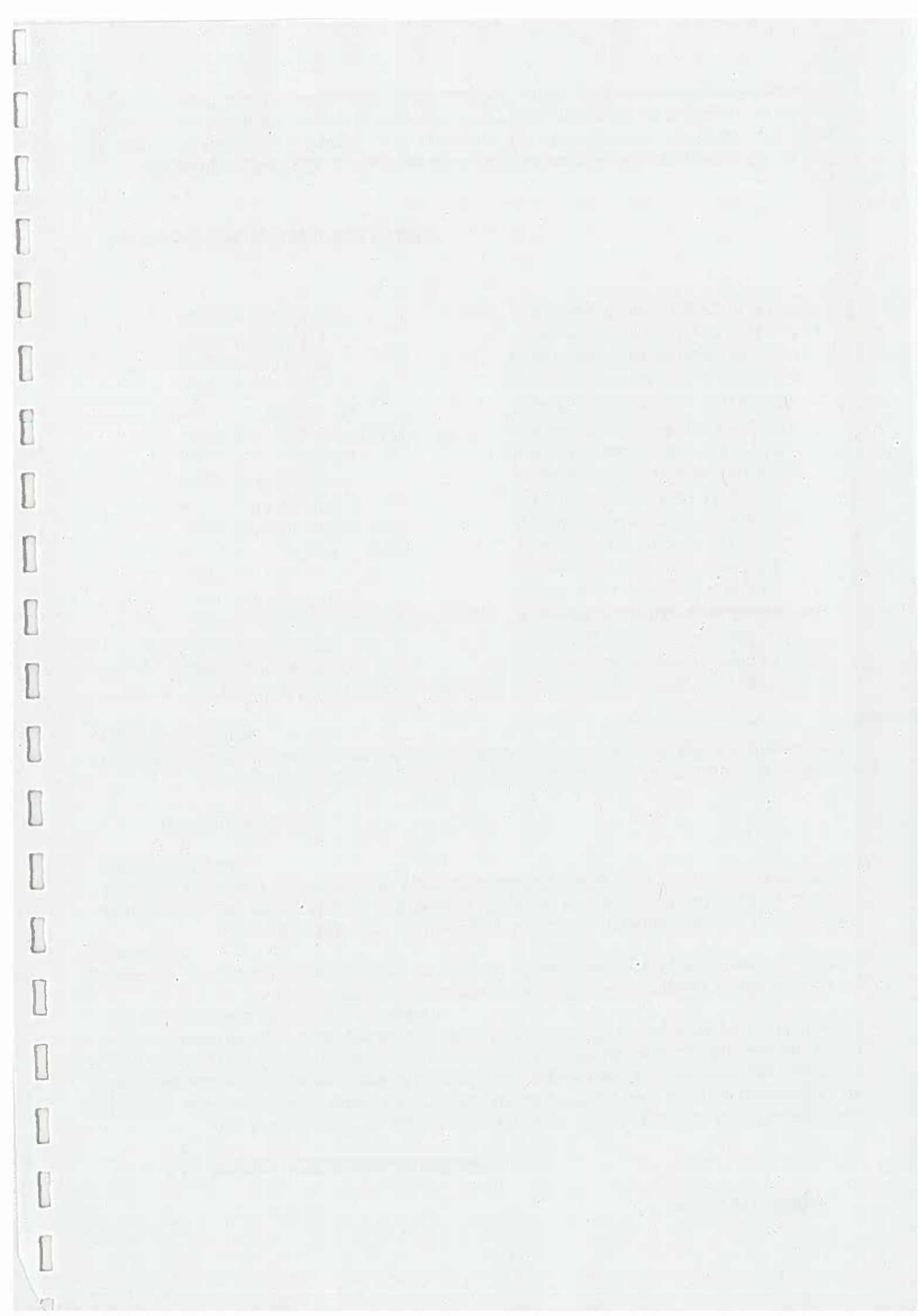
1.4 – Permanences :

Conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 mars 2018 ordonnant l'enquête publique conjointe, un membre de la commission d'enquête s'est tenu à la disposition du public ainsi qu'il suit :

- mairie de PAIMPOL (services techniques) : le mardi 24 avril 2018, de 9 H à 12 H,
- mairie de PLOURIVO : le mardi 24 avril 2018, de 14 H à 17 H,
- mairie de KERBORS : le jeudi 26 avril 2018, de 9 H à 12 H,
- mairie de MINIHY-TREGUIER : le samedi 28 avril 2018, de 9 H à 12 H,
- mairie de LANMODEZ : le jeudi 3 mai 2018, de 9 H à 12 H,
- mairie de PENVENAN : le jeudi 3 mai 2018, de 9 H à 12 H,
- mairie de PLOUBALZANEC : le samedi 5 mai 2018, de 9 H à 12 H,
- mairie de PLOUGRESCANT : le lundi 14 mai 2018, de 14 H à 17 H,
- mairie de PLOUGUIEL : le jeudi 17 mai 2018, de 9 H à 12 H,
- mairie de PLEUBIAN : le samedi 19 mai 2018, de 9 H à 12 H,
- mairie de PLEUDANIEL : le mardi 22 mai 2018, de 9 H à 12 H,
- mairie de POMMERIT-JAUDY : le mardi 22 mai 2018, de 14 H à 17 H,
- mairie de TREDARZEC : le lundi 28 mai 2018, de 14 H à 17 H,
- mairie de LEZARDRIEUX : le mercredi 30 mai 2018, de 9 H à 12 H,
- mairie de PLOEZAL : le mercredi 30 mai 2018, de 9 H à 12 H,
- mairie de PONTRIEUX : le mercredi 30 mai 2018, de 14 H à 17 H,
- mairie de TREGUIER : le mercredi 30 mai 2018, de 14 H à 17 H.

2° - SYNTHÈSE des OBSERVATIONS :

Le mardi 5 juin 2018, les membres de la Commission d'enquête ont remis à M. LABRO, Bureau du développement durable, à la Préfecture des Côtes d'Armor, représentant le Maître d'Ouvrage, un document faisant la synthèse des observations reçues ou consignées sur les registres d'enquête ouverts dans les mairies concernées pendant l'enquête publique conjointe concernant le



projet de désinscription de sites dans les communes de Kerbors, Lanmodez, Lézardrieux, Minihy-Tréguier, Paimpol, Penvenan, Pleubian, Pleudaniel, Ploëzal, Ploubazlanec, Plougrescant, Plouguiel, Plourivo, Pontrieux, Trédarzec et Tréguier et le projet d'inscription d'un site sur la commune de Pommerit-Jaudy.

Dix-huit personnes ont apporté leur contribution à cette enquête, soit en déposant une observation sur les registres d'enquête mis à leur disposition dans les mairies concernées, soit en adressant un courrier postal ou électronique pendant la durée de l'enquête publique et qui ont été annexés aux registres d'enquête.

3° - MEMOIRE EN REPONSE du MAITRE D'OUVRAGE :

Dans son courrier du 13 juin 2018, M. Patrick SEACH, Directeur Régional Adjoint à la DREAL Bretagne, représentant le Maître d'Ouvrage, apporte des éléments de réponse aux questions posées afin de permettre à la Commission d'enquête de fonder un avis éclairé sur le projet et répondre aux contributions du public consignées sur les registres d'enquête.

4° - ANALYSE des OBSERVATIONS :

Observations consignées sur les registres et courriers reçus au cours de l'enquête publique :

➤ inscription d'un site sur la commune de POMMERIT-JAUDY :

Aucune observation sur les registres d'enquête déposés dans les communes concernées ni aucun courrier reçu concernant ce projet.

➤ désinscription de sites dans les communes de KERBORS, LANMODEZ, LEZARDRIEUX, MINIHY-TRÉGUIER, PAIMPOL, PENVENAN, PLEUBIAN, PLEUDANIEL, PLOEZAL, PLOUBAZLANEC, PLOUGRESCANT, PLOUGUIEL, PLOURIVO, PONTRIEUX, TRÉDARZEC et TRÉGUIER :

- **KERBORS :**

◦ R 1 - requête de Mme Thérèse HOUSSIN, demeurant 11, rue du Port à KERBORS :

L'intéressée est opposée à la désinscription des zones du site inscrit des Estuaires du Trieux et du Jaudy car ces zones pourront être ouvertes à la construction ce qui est contraire à la sauvegarde du littoral. L'intéressée fait référence au contexte environnemental désastreux avec la hausse du niveau des mers et le recul du trait de côte.

Réponse du Maître d'Ouvrage :

L'opposition de Mme HOUSSIN semble concerner la démarche dans son ensemble. Pour rappel, à l'exception de Paimpol qui bénéficie d'une superposition de réglementation pour

l'ensemble des secteurs concernés, la désinscription concerne pour les autres communes principalement des secteurs bâtis qui ne présentent plus les caractéristiques paysagères et patrimoniales ayant prévalu à leur inscription. Le secteur du Trégor-Goëlo bénéficie depuis les arrêtés ministériels des 1965 et 1974 d'un vaste site inscrit d'une surface approximative de 16000 ha au titre de la loi du 2 mai 1930.

La présente démarche fait suite au bilan du site inscrit initié depuis 2009 en application de la circulaire du 11 mai 2007 relative à l'évolution de la politique des sites inscrits, dont les principes ont été repris dans la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 2 août 2016. Ce bilan s'est concrétisé en première phase par la procédure de classement qui a abouti le 2 décembre 2016 par la publication du décret de classement, qui a identifié au sein de l'ensemble du périmètre inscrit les secteurs méritant une reconnaissance pour la qualité emblématique de ses paysages, pour environ 4600 ha sur la partie terrestre.

Le bilan du site inscrit se poursuit par la présente démarche qui a pour objet de proposer la désinscription de secteurs dégradés ou faisant l'objet d'une double protection notamment au titre du Code du Patrimoine, qui représentaient une surface de 1424 ha et d'inscrire un secteur bâti isolé sans protection au sein du site classé, dont les caractéristiques patrimoniales méritent d'être reconnues.

A l'exception de quelques secteurs agricoles, les secteurs identifiés dans le dossier d'enquête sont pour l'essentiel des zones déjà ouvertes à la construction pour lesquelles la désinscription aura pour effet de dispenser les demandes d'autorisation de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France si les secteurs ne sont pas couverts par une protection au titre du code du Patrimoine (monuments historiques, site patrimonial remarquable ou secteur sauvegardé). La procédure de désinscription n'a pas d'effet sur les documents d'urbanisme qui, seuls, ont vocation à définir la nature des occupations du sol.

Pour précisément, sur la commune de Kervors, les espaces proposés en désinscription sont principalement naturels et agricoles. Il ne s'agit pas de terrains bâtis ou ayant vocation à le devenir compte-tenu de leur éloignement des secteurs urbanisés de la commune qui sont maintenus dans le périmètre inscrit.

D'un point de vue paysager, les terrains sont situés à l'est de l'estuaire du Jaudy sur le plateau sommital au-dessus des pentes douces en lien direct avec l'estuaire. Leur éloignement de l'estuaire ne les rend pas perceptibles depuis celui-ci. En l'espèce, le rebord du plateau n'est pas inclus dans le périmètre de désinscription afin de préserver la qualité paysagère du site notamment une ligne de crête intacte depuis l'estuaire et la rive opposée.

Enfin, l'évocation d'un contexte environnemental désastreux, la hausse du niveau des mers et le recul du littoral de côte, n'entrent pas dans l'objet de l'enquête publique.

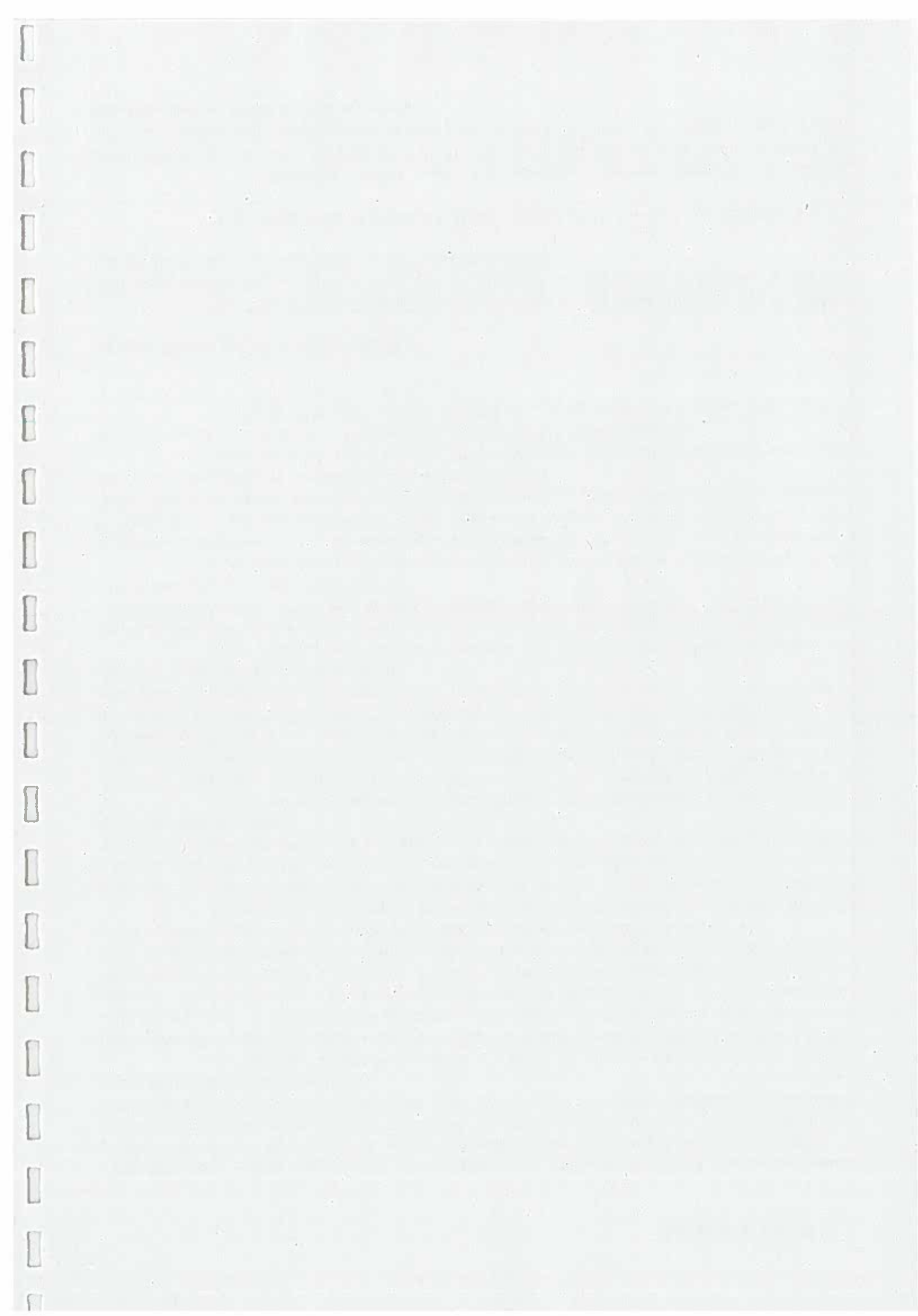
Le Maire d'Ouvrage conclut en estimant que les préoccupations de Mme Thérèse HOUSSIN et de M. LE BRIS ne sont pas fondées.

Appréciation de la Commission d'enquête :

La Commission d'enquête prend acte des explications fournies par le Maire d'Ouvrage qu'elle juge claires et précises et de nature à apporter à l'intéressée toutes les informations nécessaires sur l'objet de cette enquête publique.

• R 2 - requête de M. Marc LE BRIS, demeurant 11, rue du Port à KERBRORS :

L'intéressé craint que des parcelles classées agricoles deviennent constructibles dans le cadre d'une révision du PLU en soulignant qu'il est grand temps de mettre un terme au bétonnage du littoral portait atteinte à la vie même de l'océan. En conséquence, il déclare son opposition au projet de désinscription.



Réponse du Maître d'Ouvrage :

Le Maître d'Ouvrage invite à se référer à la réponse précédente en rappelant que, seuls, les documents d'urbanisme ont vocation à définir l'occupation des sols qui, en l'occurrence, restent soumis aux dispositions de la loi littoral.

Le seul effet de la désinscription des sites consiste à dispenser les demandeurs d'autorisation d'urbanisme de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France et n'a pas de conséquences sur les documents d'urbanisme approuvés ou en cours qui restent, seuls, habilités à définir la vocation des zones dans le respect notamment des lois d'aménagement applicables sur les territoires concernés, en l'occurrence la loi littoral pour les communes concernées en Bretagne.

Appréciation de la Commission d'enquête :

La Commission d'enquête prend acte des explications fournies par le Maître d'Ouvrage qui apporte au pétitionnaire des précisions claires et précises quant à la portée de cette enquête qui est sans effet sur le droit des sols défini par les documents d'urbanisme.

- **LANMODEZ :**

° R 3 - délibération du conseil municipal en date du 25 mai 2018 :

Le conseil municipal demande que les terrains A 32 et A 33, qui ne sont pas inclus dans le périmètre de désinscription soumis à l'enquête publique, soient retirés des sites inscrits. Un plan parcellaire figurant les parcelles à inclure dans le périmètre de désinscription est annexé à la délibération.

Réponse du Maître d'Ouvrage :

Les deux parcelles concernées (OA 32 et 33) sont situées en continuité d'un secteur urbanisé sur un point dominant de la commune en perspective sur la baie de l'enfer, au sud, et l'embouchure de l'estuaire, à l'est. Actuellement dépourvues de toute construction, elles ont vocation à devenir urbanisées au titre du PLU.

Leur maintien dans le périmètre inscrit se justifie par la nécessité de préserver la qualité paysagère du site et les perspectives sur l'estuaire, par une intégration harmonieuse des futures constructions et en particulier de leur contrôle par l'Architecte des Bâtiments de France.

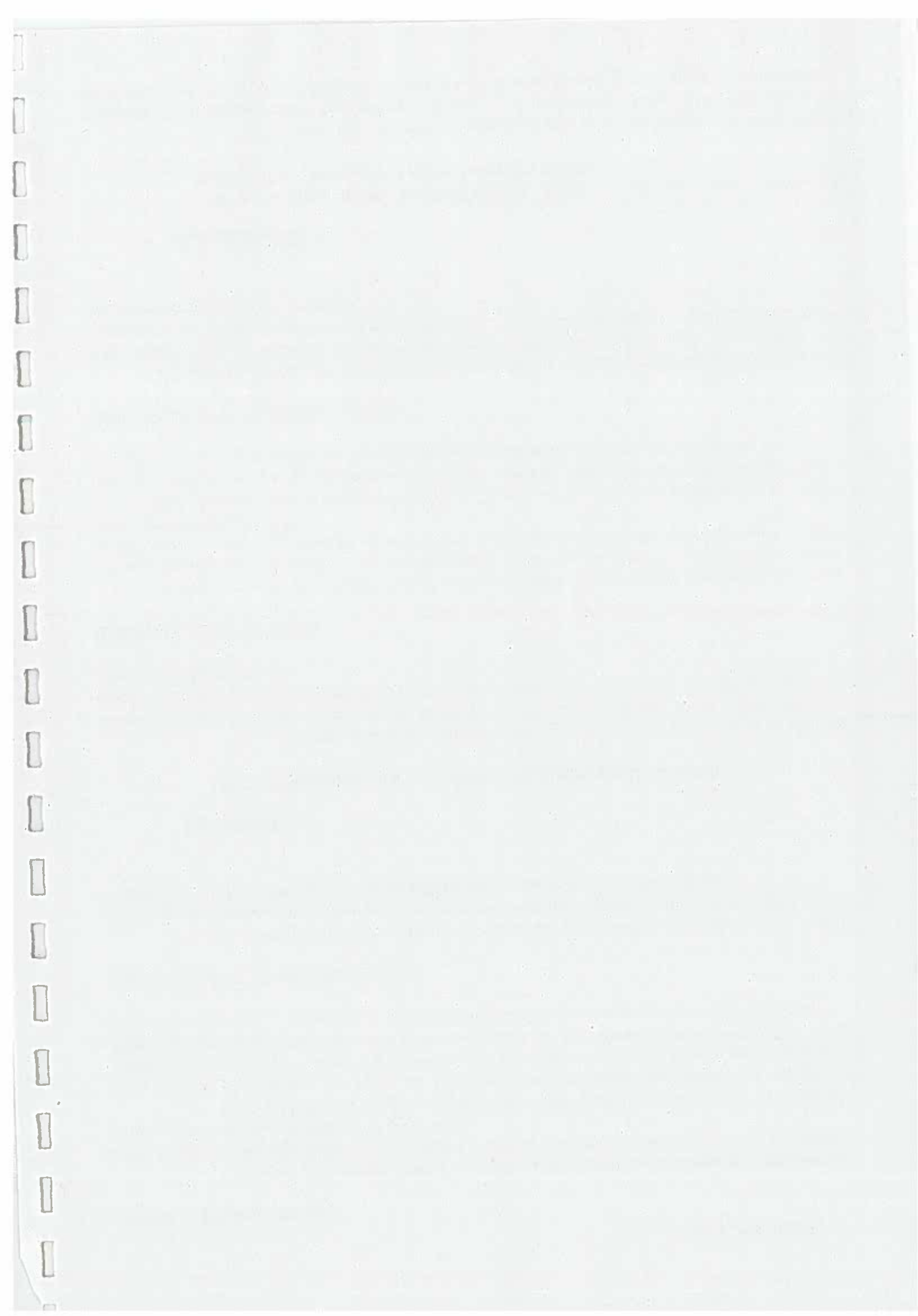
Appréciation de la Commission d'enquête :

La Commission d'enquête prend acte des explications fournies par le Maître d'Ouvrage à la collectivité. Dans sa réponse, le Maître d'Ouvrage présente les justifications du maintien des parcelles 32 et 33 dans le périmètre inscrit. En effet, il convient de préserver la qualité paysagère du site et les perspectives sur l'estuaire.

- **LEZARDRIEUX :**

° R 4 - requête de M. Louis HAMON, demeurant 33, rue Fanch Vidament à PAIMPOL et courrier n° 1 de M. Louis HAMON :

L'intéressé fait référence aux amendements à la « loi littoral » en discussion à l'Assemblée Nationale venant renforcer les risques de densification urbaine et de destruction de notre littoral et que le présent projet de désinscription de sites, jusqu'à la sauvegarde à grand peine,



rendrait possible. Il lui semble qu'il s'agit là de deux actions bien orchestrées sans volonté de donner des informations concrètes aux citoyens concernés.

Dans son courrier du 30 mai 2018, l'intéressé souligne l'intérêt des élus et leur volonté de préserver la qualité de l'eau potable et de l'eau de mer. La GPA et le Comité de Bassin Loire Bretagne engagent des budgets conséquents afin d'améliorer la salubrité de l'eau de mer de la baie de PAIMPOL. Il rappelle qu'il est reconnu que les activités humaines (constructions, travaux routiers, agricoles, ostréicoles..., densification de la population dans la bande côtière située à moins de 2 km du trait de côte) restent des éléments aggravants des pollutions diverses des eaux littorales. Aussi, il comprend mal la nécessité d'alléger les procédures d'extension de l'habitat. Il déclare se limiter à considérer les désinscriptions situées au sud de la baie de Paimpol entre l'abbaye de Beaufort et le parking public de la grève de Boulguet :

— **pointe de Kérarziac et parking de Boulguet** : situés à proximité immédiate de la mer, la désinscription n'est pas justifiée puisque visibles de deux sites classés remarquables, Beaufort et Gilleben tout comme les 4 quartiers qui surplombent ces deux sites sensibles, également visibles de deux sites classés.

Il note que, concernant Kermanach, Kerquestel et Boulguet, le Tribunal Administratif de Nantes a confirmé en appel lors de son audience du 22 mai 2015, un jugement du Tribunal Administratif de Rennes du 11 avril 2014, relatif à un permis d'aménager rejeté en application des articles L 146-4-1 et L 146-4 II (absence de continuité urbanistique). Aussi, il lui semble difficile de comprendre les motifs qui ont conduit à inclure ces zones dans le périmètre de désinscription proposé dans le cadre de cette enquête.

Il conclut en soulignant que le manque de débat public et les trop rares articles de presse « à sens unique » favorables aux désinscriptions, ont engendré une faible mobilisation du public pourtant habituellement sensible aux questions de protection de leur environnement.

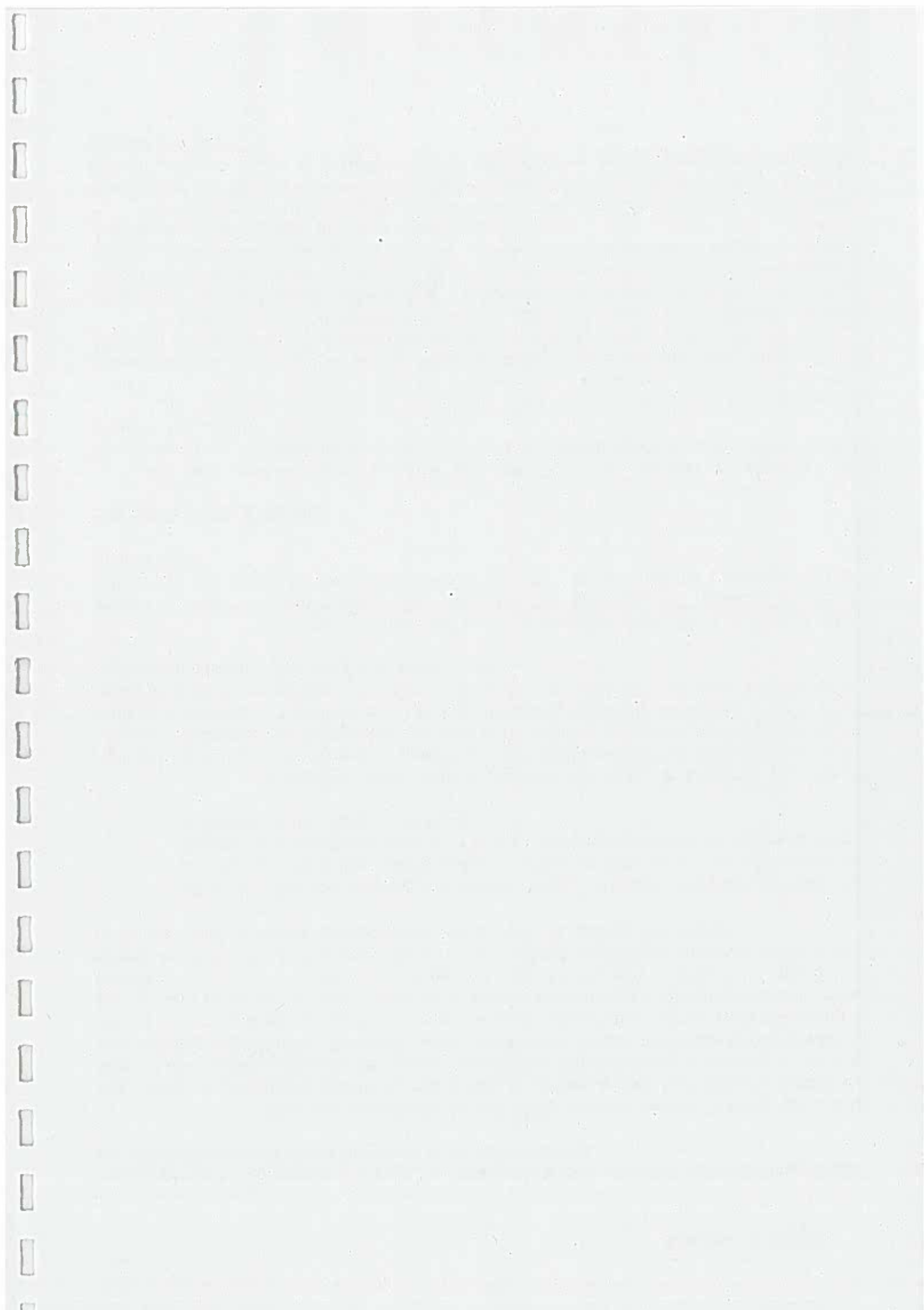
Réponse du Maire d'Ouvrage :

Les deux premiers points n'entrent pas dans l'objet de l'enquête. La procédure de désinscription est indépendante de l'application de la loi littoral et n'a pas pour effet d'étendre l'habitat (voir réponses n° 1 et 2).

Pour les autres remarques, et en particulier les secteurs évoqués sur la commune de Paimpol, l'ensemble des secteurs proposés à la désinscription se superposent au Site Patrimonial Remarquable (ex AVAF « Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine » approuvée en 2014) qui a intégré dans sa réflexion et son périmètre les enjeux paysagers des secteurs retenus.

En l'espèce, la désinscription des secteurs concernés n'aura aucun effet en matière d'instruction car les demandes d'autorisation d'urbanisme qui sont actuellement soumises à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France au titre du site inscrit et du Site Patrimonial Remarquable, resteront soumises à l'avis de ce Chef de Service au titre du Site Patrimonial Remarquable ; l'objet de la démarche étant d'éviter la superposition des protections.

Concernant la dernière remarque, la démarche a fait l'objet de la publicité réglementaire décrite dans le code de l'environnement (affichage dans la presse, dans les communes et sur le terrain) dans les délais et conditions prévus afin d'assurer la meilleure information de la population locale.



Appréciation de la Commission d'enquête :

La Commission d'enquête prend acte des précisions fournies par le Maître d'Ouvrage. En effet, comme cela a déjà été mentionné, la procédure de désinscription est indépendante des droits à construire définis dans les documents d'urbanisme ainsi que de l'application de la loi littoral. Dans sa réponse, le Maître d'Ouvrage souligne bien que sur la commune de Paimpol, où les secteurs évoqués sont concernés par une superposition de protections (Site inscrit et Secteur Patrimonial Remarquable), la désinscription n'aura aucun effet en matière d'instruction car les demandes d'autorisation d'urbanisme resteront soumises à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France au titre du Site Patrimonial Remarquable. Par ailleurs, en ce qui concerne la publicité de cette enquête, la commission d'enquête a constaté comme il l'est indiqué dans le rapport, que les formalités réglementaires avaient été respectées avec, le cas échéant, des informations complémentaires qui ont été publiées dans la presse locale.

° R 5 – Requête de Mme Lydie DOMANCICH, demeurant 1, le Muriot à Lannodez :
L'intéressée soutient et cautionne les propos tenus par M. Louis HAMON dans la requête précédente.

Réponse du Maître d'Ouvrage :

La réponse du Maître d'Ouvrage est identique à la réponse faite à la requête n° 4 de M. Louis HAMON.
Appréciation de la Commission d'enquête :

Appréciation identique à celle faite à la requête n° 4 de M. Louis HAMON.

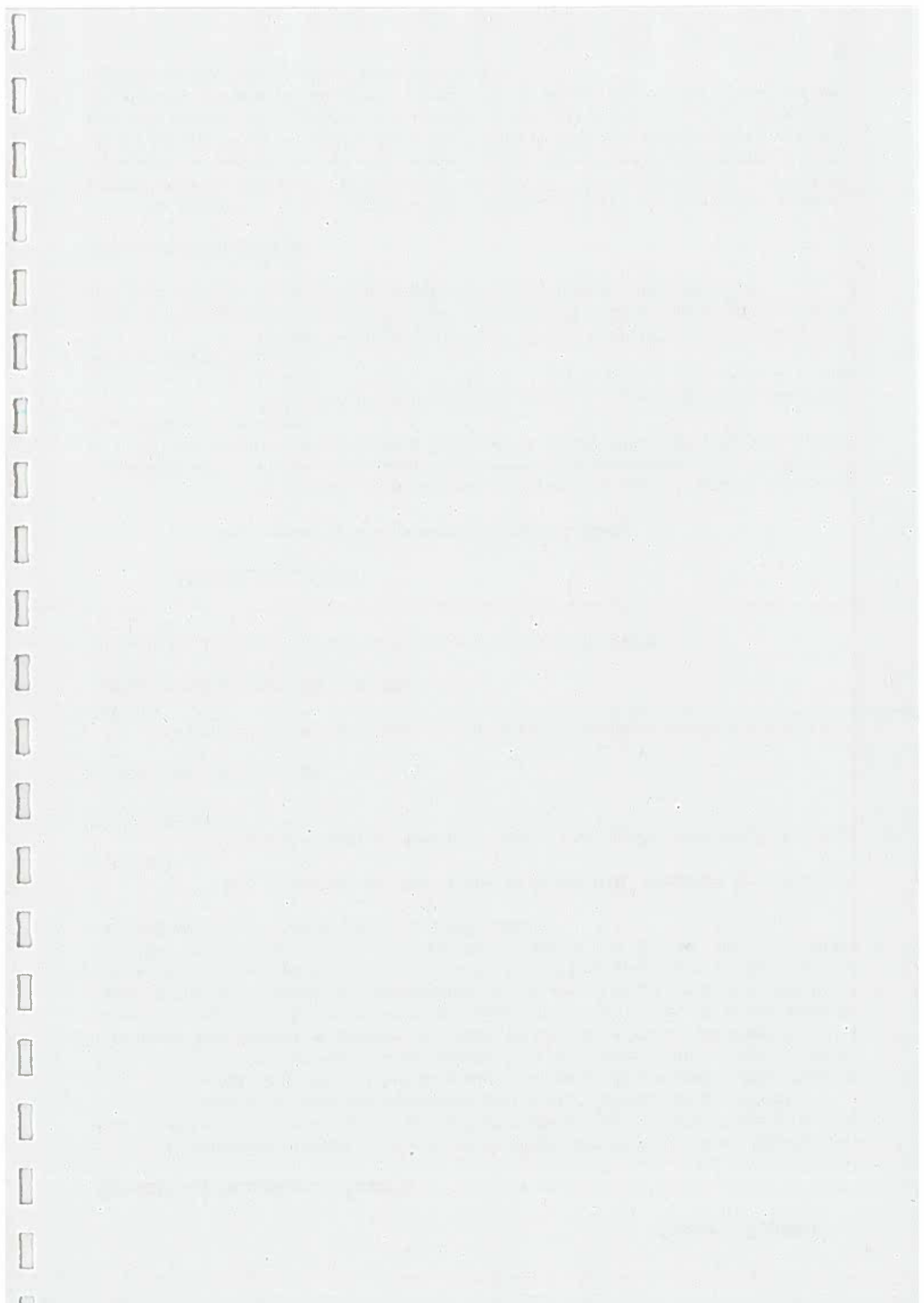
- MINIHY-TREGUIER :

° R 6 - requête de M. Jean-Yves FENVARCH, Maire :

M. le Maire demande pour quelles raisons, seule, la zone de Convenant JEZEQUEL (secteur N° 36), jusqu'à Kergroas, est proposée à la désinscription et pas la zone située de l'autre côté de la RD n° 8 concernant le lotissement de TOSSEN RUGUEL jusqu'au site classé situé à l'Est de ce lotissement.
M. le Maire insiste pour que soit conservée en zone inscrite (couleur jaune), voire classée, la zone de TRAOU WAZ, CONVENANT LAMER, jusqu'en limite Nord de la zone bâtie de TOSSEN RUGUEL.
Les élus souhaitent que le site de TRAOU MIQUEL ne soit pas désinscrit en raison de la présence du manoir du même nom. Néanmoins, M. le Maire constate qu'une partie de cette zone est incluse dans le périmètre de protection du site classé de l'église Saint-Yves.

Réponse du Maître d'Ouvrage :

Sur le point n° 1, le secteur proposé en désinscription concerne une étroite bande de terrains construits, placée côté ouest le long de l'actuelle RD 8. Le tracé d'origine de la voie ayant été déplacé, ce sont désormais les seuls terrains situés à l'ouest de la RD qui a constitué la limite retenue pour déterminer le périmètre du site inscrit. Dans ce contexte, la désinscription des terrains concernés constitue une adaptation au nouveau tracé de la RD en cohérence avec la délimitation du périmètre d'origine du site inscrit, d'autant que le secteur concerné est occupé par une urbanisation dépourvue de qualités patrimoniales fortes.



Sur le point n° 2, le secteur évoqué reste dans le périmètre du site inscrit. Pour le point n° 3, le site de Traou Miquel est proposé totalement en désinscription. Il s'agit en effet essentiellement d'une zone de lotissement dense et récente, occupée par des habitations de qualité architecturale récente et variée sans caractère patrimonial. Dans ce cadre, le manoir étant effectivement cerné par ce récent lotissement d'une importante surface au sud et par la zone commerciale également conséquente au nord, sur la commune de Trégulier, il a été retenu dans le périmètre à désinscrire en cohérence avec le contexte paysager global de son environnement immédiat. Son exclusion constituerait un « pastillage » incohérent dans le contexte paysager global de la zone proposée en désinscription.

A noter que le manoir reste dans le périmètre de protection de la Chapelle Saint-Yves.

Appréciation de la Commission d'enquête :

La Commission d'enquête prend acte des précisions fournies par le Maire d'Ouvrage et estime que les réponses apportées à la requête de M. le Maire de Minihy-Trégulier sont satisfaisantes.

- PAIMPOL :

° R 7 - requête de M. Thierry WATRIGANT, demeurant 3, rue de Kernanach à PAIMPOL :

L'intéressé constate que sa propriété est située dans un site patrimonial remarquable concerné par une proposition de périmètre de désinscription. Cette proposition inquiète quant à l'avenir de projets de constructions nouvelles dans le voisinage (propriété inscrite au cadastre section ZH n° 221).

Réponse du Maire d'Ouvrage :

Sur la commune de Paimpol, l'ensemble des secteurs proposés à la désinscription se superpose au périmètre du Site Patrimonial Remarquable (ex AVAP « Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine » approuvée en 2014) qui a intégré dans sa réflexion et son périmètre les enjeux paysagers des secteurs retenus.

En l'espèce, la désinscription des secteurs concernés n'aura aucun effet en matière d'instruction car les demandes d'autorisation d'urbanisme qui sont actuellement soumises à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France au titre du site inscrit et du Site Patrimonial Remarquable, resteront soumises à l'avis de ce Chef de Service au titre du Site Patrimonial Remarquable, l'objet de la démarche étant d'éviter la superposition des protections.

Appréciation de la Commission d'enquête :

La Commission d'enquête estime que la réponse du Maire d'Ouvrage est satisfaisante.

° R 8 - requête de M. Pierre LALLEMENT, demeurant 3, rue François LE LOUARN à PAIMPOL :

L'intéressé, après consultation du rapport de présentation des sites inscrits sur le secteur 5 de PAIMPOL, de l'aspect paysager et de l'aspect naturel de cette zone, suggère de réfléchir à une modification des limites du périmètre de désinscription en remontant la limite de désinscription à la limite du chemin de Kerguestel pour la zone littorale (préservation de la nature agricole et boisée des triangles Boulguieff, Kerguestel, Kerarziac).



[The text in this section is extremely faint and illegible. It appears to be a series of paragraphs or a list, but the characters are too light to transcribe accurately.]

De même, pour la zone Beauport – Kéryty, il souhaiterait que soit remontée la limite de désinscription au niveau des rues de Puilbuec et cale de Traou N..., afin de garder ce visuel non urbanisé : espaces boisés, champs, et l'aspect naturel de ces endroits.

Réponse du Maître d'Ouvrage :

Le Maître d'Ouvrage renvoie à la réponse n° 7 : Après désinscription, l'ensemble du secteur restera dans le périmètre du Site Patrimonial Remarquable dans lequel les demandes d'autorisation resteront soumises à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France. A noter que le périmètre du site classé a déjà pris en compte les secteurs naturels pouvant être qualifiés d'embellissements. Dans ce cas les demandes d'autorisation sont alors soumises à autorisation spéciale.

Appréciation de la Commission d'enquête :

La Commission d'enquête estime la réponse du Maître d'Ouvrage satisfaisante.

• R 9 - requête de M. Louis HAMON, demeurant 33, rue Fanch Vidament à PAIMPOL :

requête identique au courrier n° 1 annexé au registre d'enquête de LEZARDRIEUX.
Réponse du Maître d'Ouvrage :

Voir la réponse faite à la requête n° 4 sur la commune de Lézardrieux.

Appréciation de la Commission d'enquête :

Voir l'appréciation faite à la requête n° 4 sur la commune de Lézardrieux.

• R 10 - requête de M. Yves-Marie LE LAY, Président de l'association « Sauvegarde du Trégor », demeurant Ti an Holi à PLESTIN-LES-GREVES :

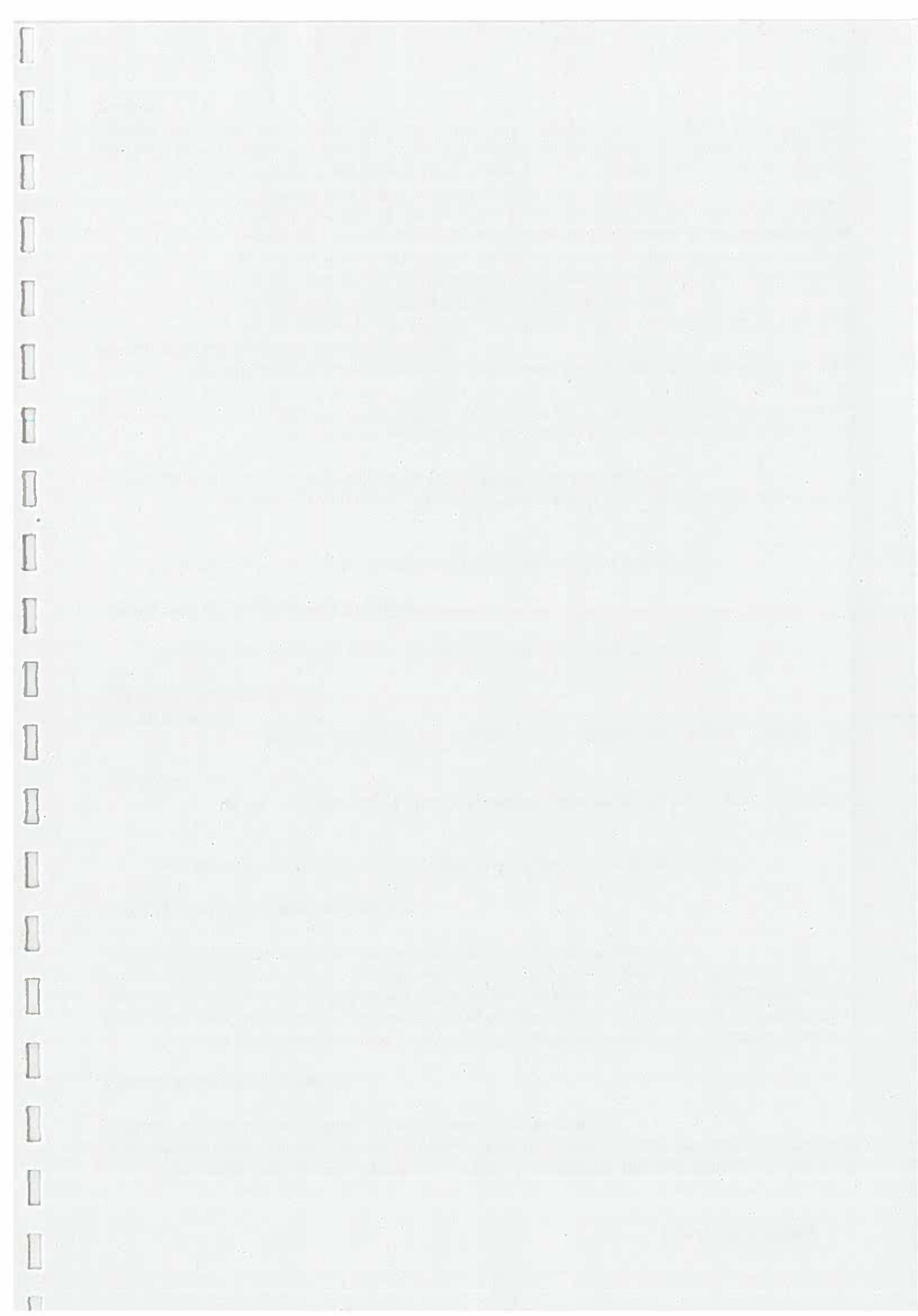
L'intéressé évoque l'objet de cette enquête ainsi que les justifications avancées pour proposer les périmètres de désinscription : dégradation par le mitage de l'urbanisation, secteurs faisant l'objet d'une double protection. Il souligne que d'autres secteurs, très étendus, sont appelés à être désinscrits alors que l'on peine à trouver la justification d'un mitage de l'urbanisation. Ce sont des zones agricoles à valeur paysagère variable.

— sur la commune de Kerbors, au lieu-dit « Mez Huel », le Jaudy n'est pas perceptible et donc n'impacte pas le classement de ce site,

— sur les secteurs de Kervignac et la Villeneuve, au-dessus du Ledano, sur le secteur au-dessus du Bois de Beauport sur la commune de Paimpol et sur le secteur de Croaz an Quéré sur la commune de Lézardrieux, la désinscription peut entraîner un impact sur les sites classés du Trieux et de la Baie de Paimpol.

L'intéressé demande comment expliquer cette « anomalie » ?

L'association « Sauvegarde du Trégor » y voit le champ libre à toute création ou extension de serres agricoles dont la surface et la hauteur ont un impact très fort dans le paysage. Il souligne que, dans ces secteurs, des serres sont déjà présentes ou sont situées à des environs proches.



Il déclare qu'il est par ailleurs remarquable que cette vaste étude paysagère, présentée au dossier de l'enquête publique, soit complètement muette, tant dans les documents écrits qu'iconographiques, sur ces installations bien plus graves qu'un mitage de l'urbanisation. En outre, et dans le même esprit, l'intérêt souligné le projet de désinscription de deux sites complètement immergés dans la zone classée, sur la commune de Paimpol, Coz Castel en bordure du Trieux et la presqu'île de Kérarziac. Ces deux sites sont concernés par la pisciculture marine ou l'ostréiculture. Il estime qu'il faudra veiller à contrôler toute extension de bâti et que la désinscription du site ouvrira la voie à tout le contraire.

En conclusion, il note le manque de sincérité des études présentées au public et craint que la désinscription de certains sites ne soit que la voie ouverte à une atteinte directe ou indirecte aux sites classés des estuaires.

Pour ces raisons et d'autres à faire valoir, « Sauvagegarde du Trégor » émet un avis défavorable à cette procédure de désinscription et tout au moins à la demande de désinscription des sites mentionnés ci-dessus.

Réponse du Maître d'Ouvrage :

La requête fait état de secteurs agricoles proposés en désinscription de qualité paysagère variable, notamment le secteur de Mez-Huel sur la commune de Korbors qui n'offre pas de perspectives sur le Jaudy.

Pour le secteur de Croas an Quéré, sur la commune de Lézardrieux (secteur 27), il s'agit, comme pour Korbors, d'un secteur essentiellement agricole qui ne présente pas d'enjeux paysagers particuliers sans perspectives directes sur les estuaires. Ce secteur a fait l'objet d'une analyse détaillée et illustrée par un plan et des photographies qui figurent page 44 du rapport de présentation.

Si on peut effectivement relever dans ce secteur la présence d'importantes serres agricoles, les demandes d'autorisation restent soumises aux dispositions de la loi littoral et notamment à l'avis de la Commission départementale de la nature des paysages et des sites pour les installations agricoles dans les communes littorales.

Concernant les secteurs situés sur la commune de Paimpol y compris les zones ostréicoles, le Maître d'Ouvrage renvoie aux réponses faites aux requêtes n° 7 et 8.

Appréciation de la Commission d'enquête :

La Commission d'enquête estime que la réponse du Maître d'Ouvrage est satisfaisante.

- PLEUDANIEL :

• R 11 - requête de M. Didier ROGARD, Maire :

M. le Maire signale qu'à la suite de l'enquête publique relative au PLU de sa commune, une limite a été déplacée et qui ne figure pas sur le plan du secteur 26 de la présente enquête relative au projet de désinscription de sites. En effet, la parcelle n° 8 du plan joint à sa requête, une partie a été acceptée en zone constructible et il souhaiterait qu'en conséquence le périmètre de désinscription prenne cette évolution du PLU en considération.

Réponse du Maître d'Ouvrage :

La demande concerne un terrain cultivé situé entre une habitation existante et le terrain de sport exclus du périmètre de désinscription. En l'espèce, compte-tenu de la proximité du Trieux, la délimitation retenue a cerné le bâti ou les activités existantes et exclu les terrains naturels.

1. The first part of the document is a letter from the President of the United States to the Congress, dated January 3, 1801. It is a very important document, as it is the first time that the President has addressed the Congress since the establishment of the office.

2. The second part of the document is a report from the Secretary of the Navy, dated January 10, 1801. It contains information about the state of the Navy and the ships that are in service.

3. The third part of the document is a report from the Secretary of the Treasury, dated January 15, 1801. It contains information about the state of the Treasury and the finances of the government.

4. The fourth part of the document is a report from the Secretary of the War, dated January 20, 1801. It contains information about the state of the War and the troops that are in service.

5. The fifth part of the document is a report from the Secretary of the Interior, dated January 25, 1801. It contains information about the state of the Interior and the land that is being surveyed.

6. The sixth part of the document is a report from the Secretary of the Education, dated February 1, 1801. It contains information about the state of the Education and the schools that are in service.

7. The seventh part of the document is a report from the Secretary of the Agriculture, dated February 5, 1801. It contains information about the state of the Agriculture and the crops that are being raised.

8. The eighth part of the document is a report from the Secretary of the Commerce, dated February 10, 1801. It contains information about the state of the Commerce and the trade that is being done.

9. The ninth part of the document is a report from the Secretary of the Marine, dated February 15, 1801. It contains information about the state of the Marine and the ships that are in service.

10. The tenth part of the document is a report from the Secretary of the Air, dated February 20, 1801. It contains information about the state of the Air and the balloons that are being used.

11. The eleventh part of the document is a report from the Secretary of the Land, dated February 25, 1801. It contains information about the state of the Land and the land that is being surveyed.

12. The twelfth part of the document is a report from the Secretary of the Water, dated March 1, 1801. It contains information about the state of the Water and the ships that are in service.

13. The thirteenth part of the document is a report from the Secretary of the Fire, dated March 5, 1801. It contains information about the state of the Fire and the fires that are being fought.

Dans le cas présent, compte-tenu des enjeux paysagers de la zone, il est essentiel que toutes demandes d'autorisations d'urbanisme nouvelles doivent faire l'objet d'un contrôle de l'Architecte des Bâtiments de France. Aussi, l'exclusion de cette parcelle du périmètre de désinscription n'est pas souhaitable.

Appréciation de la Commission d'enquête :

La Commission d'enquête prend acte des précisions fournies par le Maître d'Ouvrage. Le maintien de la parcelle en site inscrit est sans effet sur la constructibilité de celle-ci mais garantira l'intégration paysagère en soumettant les autorisations d'urbanisme à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

- **PLONGUËL :**

° R 12 - requête de M. Jean-Marc LE LUYER :

Dans le cadre de cette enquête publique, le Comité de Keraret tient à attirer l'attention des représentants de l'Etat sur son projet de quai en eaux profondes et qu'il sera pour cela nécessaire d'envisager le déclassement d'un espace d'environ 6 ha sur l'estran dans le secteur du Palud près du hameau de Keraret sur la commune de PLOUGUËL (requête confirmée par courrier du 17 mai 2018).

Réponse du Maître d'Ouvrage :

Pour mémoire, le secteur du Palud a été étudié dans le cadre de la procédure de classement du site et est inclus ainsi que son estran dans le périmètre du site classé.
Cette observation est sans objet par rapport à la présente enquête.

Appréciation de la Commission d'enquête :

La Commission d'enquête prend acte de la réponse du Maître d'Ouvrage.

° R 13 - observation orale d'une secrétaire de la mairie :

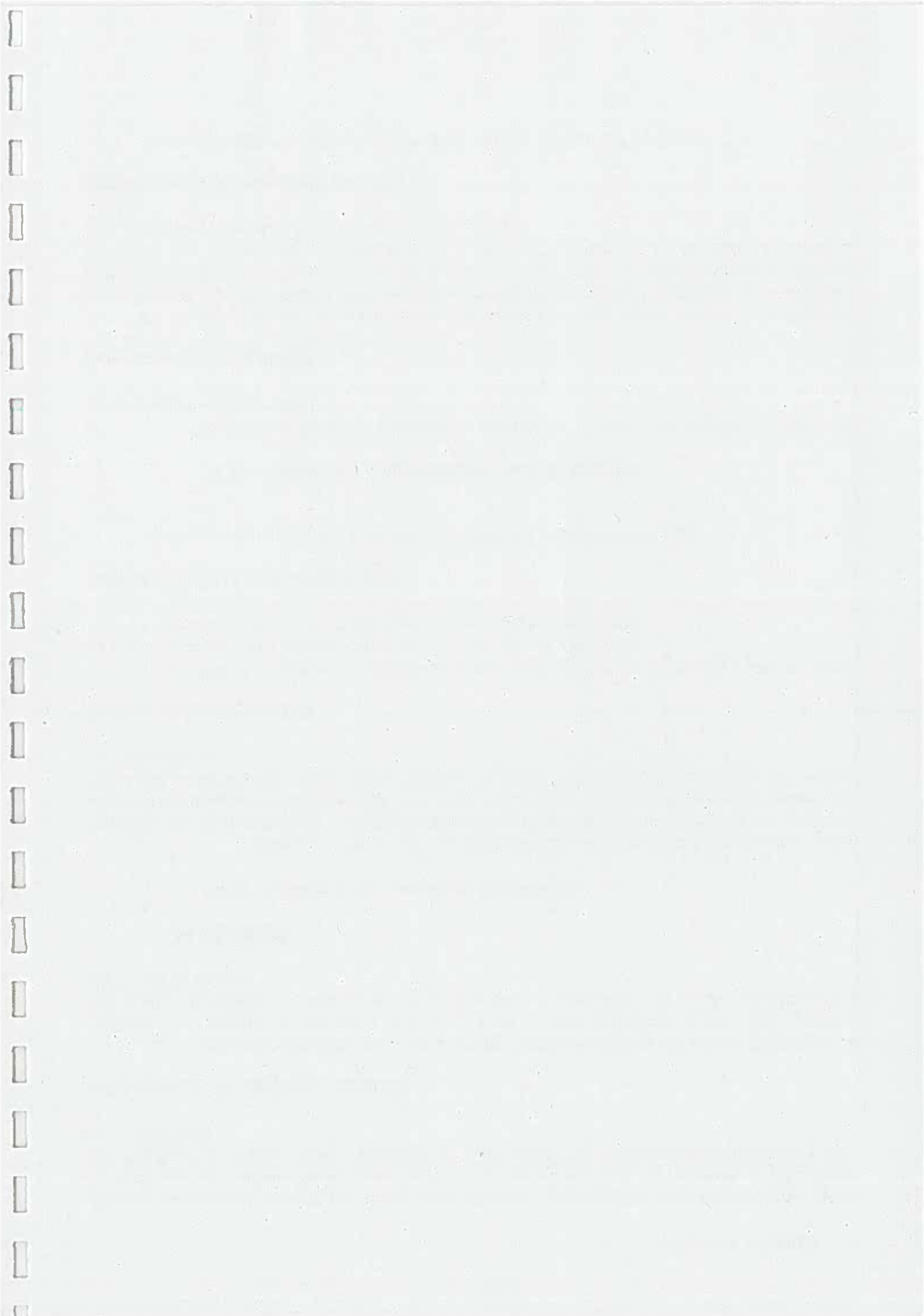
L'intéressée demande pourquoi le contour de la zone à désinscrire comporte un décroché dans sa partie nord-est ?

Réponse du Maître d'Ouvrage :

Le terrain concerné est occupé par une habitation dont les caractéristiques patrimoniales sont identiques à celles situées en centre bourg et dans leur continuité géographique et visuelle. Son maintien dans le périmètre inscrit se justifie à ce titre. Elle est cependant prise en compte isolément car elle se situe à l'extrémité du lotissement constitué d'un ensemble d'habitation beaucoup plus récent dans le périmètre de désinscription.

Appréciation de la Commission d'enquête :

La Commission d'enquête prend acte de la réponse du Maître d'Ouvrage.



- PLOURIVO :

• R 14 - requête de M. Jean-Claude LE MANCHEC et de M. Pierre LE MANCHEC, demeurant à PAIMPOL :

Les intéressés, après avoir pris connaissance du projet de désinscription de sites sur la commune de PAIMPOL, notent que les parcelles cadastrées section ZE n° 244 et 245 sont à l'intérieur du périmètre de désinscription.

Sans s'opposer à la désinscription, ils observent toutefois que cet espace est utilisé en parking. Ils soulignent l'usage excessif de ce parking par la profession ostréicole empêchant les autres usagers de l'estran de l'utiliser ce qui apporte beaucoup de désagréments encore augmentés en saison touristique. Ils souhaitent que ce parking soit davantage réglementé pour le bon usage de tous.

Réponse du Maire d'Ouvrage :

Les terrains concernés sont situés dans le secteur ostréicole de Boulgueff sur la commune de Paimpol (voir réponses 7 et 8).

L'observation concernant l'usage du parking est sans objet par rapport à la présente enquête.

Appréciation de la Commission d'enquête :

La Commission d'enquête prend acte de la réponse du Maire d'Ouvrage. En effet, en ce qui concerne l'usage du parking, il s'agit d'un pouvoir de police municipale de la compétence exclusive du Maire de la commune et cette observation est donc sans objet dans la présente enquête.

- PONTREUX :

• R 15 - courrier n° 1 en date du 28 mai 2018 de M. le Président du Conseil Départemental des Côtes d'Armor :

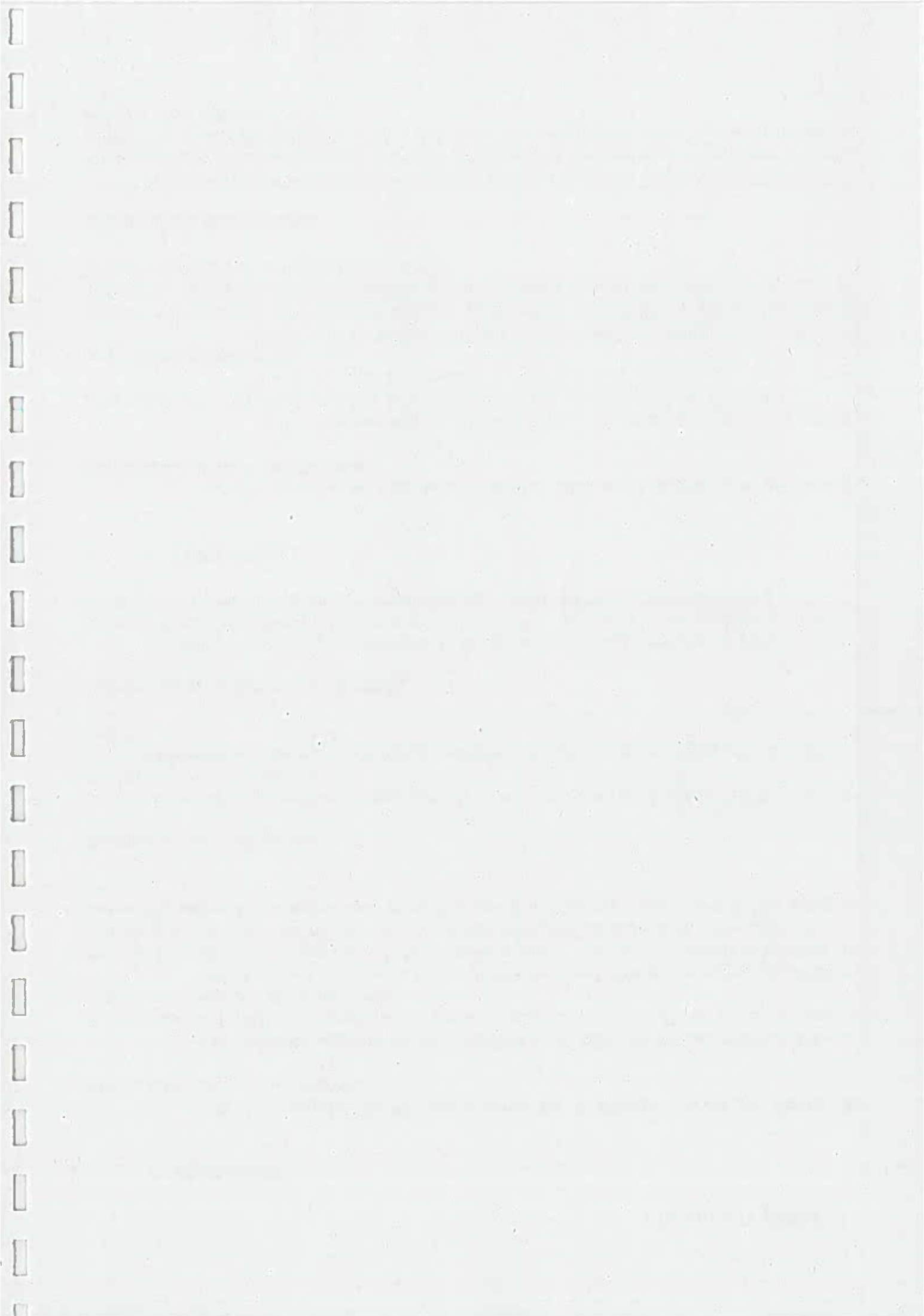
M. le Directeur-Adjoint du Département des Côtes d'Armor relève qu'une proposition de désinscription concerne le quartier de Kergrist sur la commune de PAIMPOL.

Il souligne que ce périmètre de désinscription comporte une portion de la route départementale n° 786.

Aussi, afin de faciliter la réalisation d'éventuels aménagements routiers de sécurité, il demande de veiller au maintien, hors du site inscrit, d'une bande de terrain d'une largeur de 5 m, au Sud de la voie départementale, mesurée à partir du bord de la chaussée, sur toute la longueur du périmètre de désinscription proposé.

Réponse du Maire d'Ouvrage :

L'extension du périmètre de désinscription n'aura pas d'effet sur les procédures de demande d'autorisation et resteront soumises à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France dans le cadre du Site Patrimonial Remarquable. Il n'y a donc pas lieu de modifier le périmètre soumis à enquête publique (voir réponses 7 et 8).



Appréciation de la Commission d'enquête :

La Commission d'enquête estime que la réponse du Maître d'Ouvrage est satisfaisante.

- **TREDARZEC :**

• R 16 - courrier n° 1 de M. Jean-Claude LE MANCHEC, demeurant 12, rue Garden Kermanach à PAIMPOL : un plan et deux photographies sont annexés à ce courrier.

L'intéressé note que les parcelles 226, 225, 227, 223, 222, 221, 224, 49, 50, 51, 47, 48 et 220 sont à l'intérieur du périmètre de désinscription. Il s'oppose à la désinscription de ces sites car celle-ci peut entraîner des modifications du PLU. Etant riverain de ces sites inscrits, il estime que ce projet lui apporterait, par sa proximité, des nuisances visuelles voire sonores mais surtout la dévaluation de son habitation.

Il constate également le mauvais positionnement d'un panneau de l'enquête publique. Celui-ci est placé sur la départementale 786 sur la commune de PLOUEZEC, sous le panneau d'agglomération. Or, il n'y a aucune enquête publique sur la commune de PLOUEZEC. Ce panneau mal placé donne une information erronée au public. Un second panneau de l'enquête publique se situe sur une petite aire enherbée côté ouest du site concerné. Il demande donc pourquoi avoir placé ces panneaux à l'extérieur et loin du site de désinscription et ne pas les avoir mis en évidence au milieu du site concerné au regard de tous.

Réponse du Maître d'Ouvrage :

La démarche concerne des terrains situés sur la commune de Paimpol qui restent dans le périmètre du Site Patrimonial Remarquable et pour lesquels toute demande d'autorisation fera l'objet d'un avis de l'Architecte des Bâtiments de France (voir réponses 7 et 8). Concernant le positionnement des panneaux sur le terrain, le choix de leur localisation est lié au fait qu'il convient de les rendre visibles depuis les axes publics les plus importants. En l'espèce, la RD 786 a été retenue car étant la principale voie d'accès aux secteurs notamment de Kervaric et Boulguieff plus confidentiels, sachant qu'un panneau a été également posé sur chaque site.

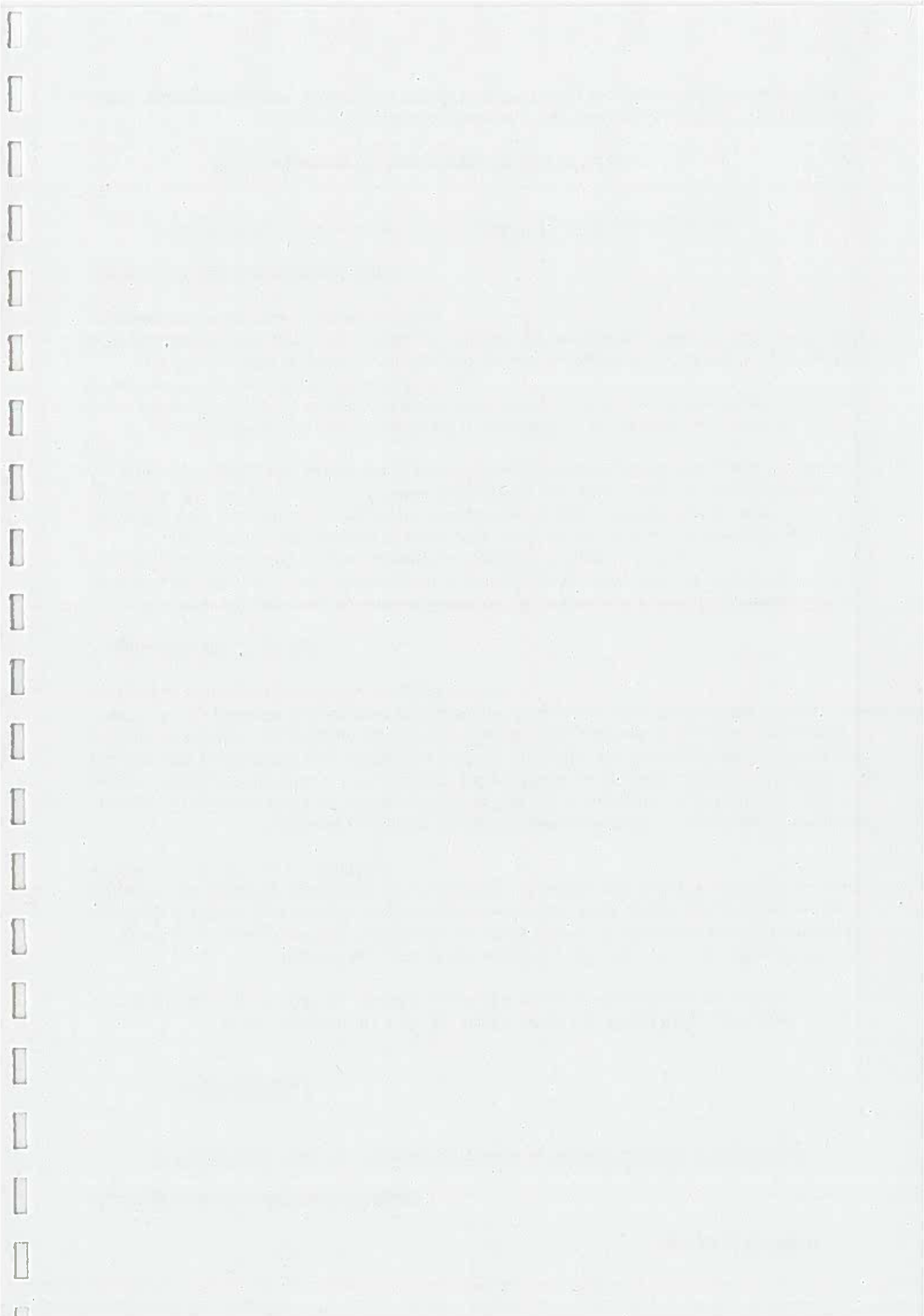
Le positionnement de l'un des panneaux à l'extrémité de la commune de Paimpol se justifie par le fait que le secteur de Boulguieff est également situé à la limite de commune et accessible par la voie communale également située à cette limite. En l'espèce, tout éventuel questionnement sur la localisation du déroulement de l'enquête publique pouvait être levé à la lecture de l'affiche qui mentionnait bien, en son entièr, les communes concernées par l'enquête publique.

Appréciation de la Commission d'enquête :

La Commission d'enquête estime la réponse du Maître d'Ouvrage satisfaisante.

• R 17 - requête de M. Jean-Claude LE MANCHEC :

A l'appui de son courrier susvisé, l'intéressé tient à ajouter que le site a une grande valeur patrimoniale. Il domine la baie de PAIMPOL avec une vue sur mer de l'ensemble de



la pointe de Bifot jusqu'à l'île de Bréhat et l'île de St Rom. L'ensemble de ces terrains sont classés en espaces remarquables NATURA 2000 et ZNIEFF. Il souligne qu'il serait dommage de désinscrire les parcelles citées dans son courrier en raison de la richesse de ce patrimoine.

Réponse du Maître d'Ouvrage :

Voir réponse 7,8 et 16. La valorisation paysagère du secteur reste maintenue et prise en compte au titre du Site Patrimonial Remarquable et du site classé.

Appréciation de la Commission d'enquête :

La Commission d'enquête estime que la réponse du Maître d'Ouvrage est satisfaisante.

• R 18 - courrier n° 2 en date du 28 mai 2018 de M. le Président du Conseil départemental des Côtes d'Armor :

Il s'agit d'un courrier identique à celui enregistré à PONTRIEUX sous le n° 1.

Réponse du Maître d'Ouvrage :

Voir la réponse à la requête n° 15 (maître de Pontrieux)

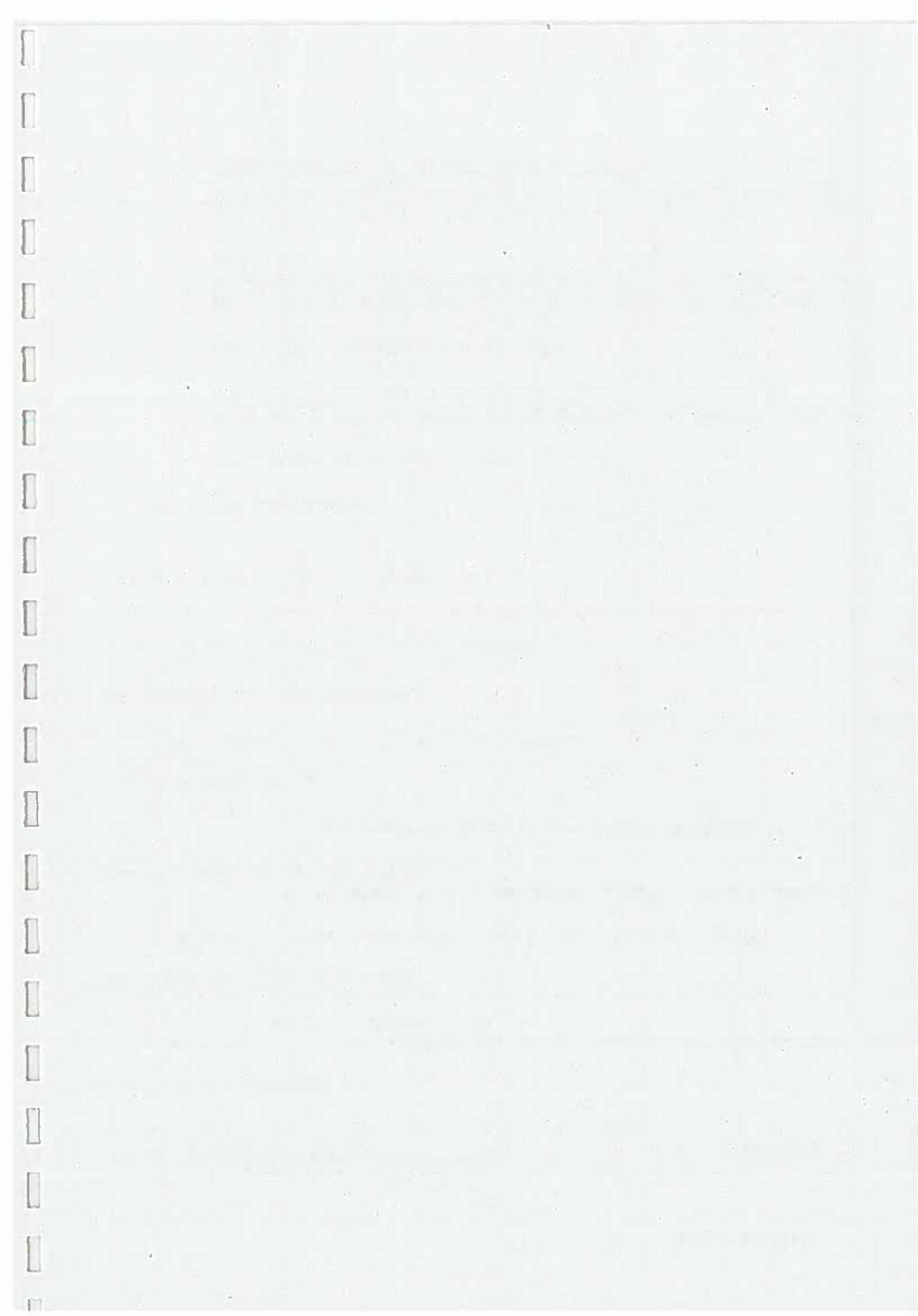
Appréciation de la Commission d'enquête :

Voir l'appréciation de la commission d'enquête à la R n° 15.

5° - AVIS de la COMMISSION D'ENQUÊTE :

Aux termes de cette enquête,

- après avoir pris connaissance du dossier,
- vérifié que la procédure relative à l'enquête publique conjointe était régulière, notamment que l'affichage et l'insertion dans les journaux avaient été réalisés,
- étudié les divers documents soumis à l'enquête,
- être présent pour recevoir le public aux lieu et heures indiqués dans l'arrêté de mise à l'enquête publique conjointe sur le projet, et qu'aucun incident majeur ne s'est produit,
- après avoir, une fois l'enquête terminée, communiqué au Maître d'Ouvrage, le 5 juin 2018, un procès-verbal de synthèse daté du 5 juin 2018 et contenant 18 observations recueillies auprès du public pendant la durée de l'enquête,



- VU le mémoire en réponse de M. Patrick SEACH, Directeur Régional Adjoint de la DREAL Bretagne, représentant le Maître d'Ouvrage, en date du 13 juin 2018,
- Après avoir répondu à chacune des observations consignées sur les registres d'enquête,

Les MEMBRES de la COMMISSION D'ENQUETE, estiment que :

► 1° - concernant le projet de désinscription de sites dans les communes de Kerbors, Lanmodez, Lézardrieux, Minihy-Tréguier, Paimpol, Penvenan, Pleubian, Pleudaniel, Ploëzal, Ploubazlanec, Plougrescant, Plouguivel, Plourivo, Pontrieux, Trédarzec et Tréguier :

Le secteur du Trégor-Goëlo bénéficie depuis les arrêtés ministériels de 1965 et de 1974 d'un vaste site inscrit d'une surface approximative de 16000 ha au titre de la loi du 2 mai 1930.

La protection a été mise en place dans un contexte de protection large d'une grande zone littorale naturelle du Trégor formant une unité géographique caractéristique, intégrant le littoral entre Penvenan et Plouha et les estuaires du Jaudy, du Guindy, du Trieux et du Leff, d'une grande sensibilité et d'une grande beauté paysagère. La mise en place de cette protection a permis à l'Etat d'exercer depuis cette date une surveillance sur ce vaste territoire mais le caractère peu contraignant de l'outil n'a cependant pas toujours permis d'atteindre les objectifs de préservation souhaités en particulier pour lutter contre la pression foncière et le mitage de l'urbanisation.

La procédure de classement des secteurs présentant des caractéristiques paysagères pouvant être qualifiées d'emblématiques, a abouti par la publication du décret du 2 décembre 2016 portant classement parmi les sites du département des Côtes d'Armor de l'ensemble formé par les estuaires du Trieux et du Jaudy.

Le bilan du site inscrit se poursuit par la mise en oeuvre d'une procédure de désinscription en particulier des secteurs dégradés ou concernés par une protection au titre du code du patrimoine et identifiés dans le dossier soumis à l'enquête publique conjointe.

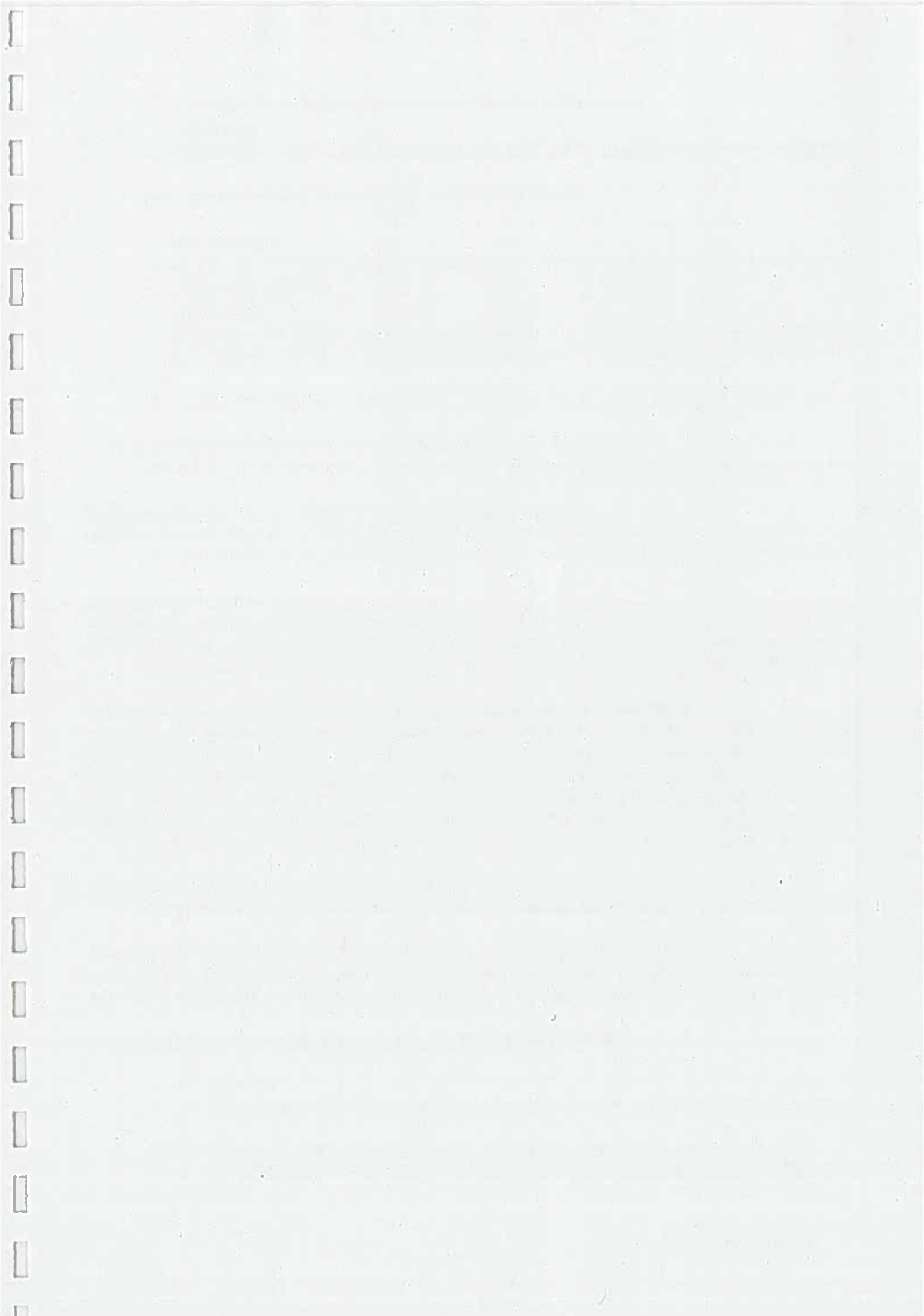
Les propositions identifient les secteurs dont l'évolution n'a pas permis de conserver leur identité d'origine et qui ont perdu leur intérêt paysager et/ou patrimonial.

Les 40 secteurs identifiés, répartis sur 17 communes, ont fait l'objet d'une analyse fine en distinguant :

- les secteurs soumis à plusieurs réglementations notamment au titre du Code du patrimoine en particulier les Sites Patrimoniaux Remarquables et les Monuments Historiques,
- les secteurs dégradés,
- un secteur sans protection qui mérite d'être valorisé pour ses qualités paysagères et patrimoniales.

Les principes de délimitation proposés ont pris en compte :

- le contexte paysager des secteurs en lien avec les particularités des unités paysagères concernées,
- le contexte et les protections environnementales inventoriées,



EN CONSÉQUENCE,

Les membres de la Commission d'enquête, eu égard à ce qui vient d'être exposé sur leur appréciation du projet de :

- désinscription de sites dans les communes de Kerbors, Lannodez, Lézardrieux, Minihy-Tréguier, Paimpol, Penvéan, Pleubian, Pleudaniel, Ploëzal, Ploubazlanec, Plougrescant, Plouguil, Plourivo, Pontrieux, Trédarzec et Tréguier,
- d'inscription d'un site sur la commune de Pommert-Jaudy

tel qu'il a été présenté à l'enquête publique conjointe et en tenant compte des observations du public, des précisions fournies par le Maître d'Ouvrage dans son mémoire en réponse du 13 juin 2018, de la réponse de la commission d'enquête aux contributions du public,

ont l'honneur d'émettre les avis suivants :

► projet de désinscription de sites :

AVIS FAVORABLE au projet tel que défini dans le dossier soumis à l'enquête publique conjointe en recommandant toutefois que les observations formulées par la Commission d'enquête dans le rapport de synthèse établi le 5 juin 2018, concernant la lecture de certaines cartes du rapport de présentation, soient prises en considération.

► projet d'inscription de sites :

AVIS FAVORABLE au projet tel que défini dans le dossier soumis à l'enquête publique conjointe.

ETABLI, le 25 juin 2018

La Commission d'enquête,

Marie-France GRANVILLE,

Jean-Jacques TREMEL,

Hervé NICOL

